



PROGRESSIVE **ALLIANCE**  
ALLIANCE PROGRESSISTE

**ALIANZA**  
PROGRESISTA

[www.progressive-alliance.info](http://www.progressive-alliance.info)

## **Investir dans la défense pour assurer la paix et la prospérité, non pour faire la guerre**

Hélène Conway-Mouret

Sénatrice représentant les Français établis hors de France

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

Ancienne vice-présidente du Sénat

Ancienne ministre déléguée chargée des Français de l'étranger

Le vieil adage « *Si vis pacem, para bellum* » (« *Si tu veux la paix, prépare la guerre* »), repris par Saint Thomas d'Aquin dans son *Traité de la charité*, montre bien qu'historiquement, la guerre et la paix sont intrinsèquement liées. D'ailleurs, les définitions de ces deux concepts en témoignent : tandis que la guerre est définie comme « *le recours aux armes dans un conflit entre des pays, des nations, des groupes de population* », la paix est souvent définie non en elle-même mais par référence à la guerre : selon le *Dictionnaire de l'Académie française*, la paix est ainsi « *un ordre international excluant le recours à la guerre* ». Je souhaite aborder ici l'importance croissante de ces notions pour le socialisme puis évoquer leur compréhension actuelle par les progressistes dans leur ensemble.

La Deuxième Internationale, fondée en 1889, considère la paix comme un combat de « bourgeois ». En effet, au XIXème siècle, la question de la paix et de la guerre n'est pas prioritaire pour le mouvement socialiste, centré sur l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. La montée des tensions qui conduit à la Première Guerre mondiale change radicalement son positionnement sur cette question. « *L'affirmation de la paix est le plus grand combat* », lance alors Jean Jaurès, qui s'efforce déjà depuis plusieurs années de mettre en garde contre le péril imminent de la guerre – dans un article intitulé « La paix et le socialisme » paru dans le journal

CONTACT / CONTACT / CONTACTO

Willy-Brandt-Haus  
Wilhelmstraße 141  
D-10963 Berlin

+49 (0)30 25991-232/-125  
+49 (0)30 25991-593 FAX  
[contact@progressive-alliance.info](mailto:contact@progressive-alliance.info)

BANK / BANQUE / BANCO

Berliner Sparkasse  
BELAEBEXX

DE 45 100 500000 19053 2270



L'Humanité le 9 juillet 1905, il écrit ainsi : « *Les hommes sont pliés sous le fardeau de la paix armée* ». La guerre ne conduit pas seulement le socialisme à se saisir du sujet de la défense nationale ; elle lui imprime une marque bien plus profonde puisqu'elle entraîne la désagrégation de la Deuxième Internationale et les scissions au sein des partis socialistes dans les années 1920. Ces derniers, qui n'ont pas toléré que la Deuxième internationale se rallie à la guerre en 1914, l'abandonnent mais refusent de rejoindre la Troisième Internationale (l'Internationale communiste). Ils fondent donc, en 1921, l'Union des partis socialistes pour l'action internationale, appelée également Internationale « deux et demi ». Les socialistes défendent par la suite un ordre international fondé sur la paix, à travers la Société des Nations (SDN) puis l'Organisation des Nations-Unies (ONU) qui lui succèdera après la Seconde Guerre mondiale.

Si je me permets de rappeler cet héritage historique, c'est pour souligner que nous – progressistes européens – avons quelque chose à apporter sur ces sujets éminemment régaliens de la paix et de la guerre. La défense est l'affaire de tous et ne peut pas rester l'apanage de la droite de l'échiquier politique ou de quelques experts. Renaud Bellais et Axel Nicolas, membres de l'Observatoire de la défense-Orion de la Fondation Jean Jaurès, l'ont bien compris et proposent une politique de défense de gauche fondée sur trois principes que je soutiens pleinement : « *une définition de la sécurité prenant l'individu comme point central de référence, un rôle actif du peuple souverain pour fixer les objectifs à atteindre et un engagement internationaliste résolu.* »

Au titre du premier principe, la protection des droits humains est placée au cœur de la politique de défense, en étroite association avec la diplomatie et la politique de développement économique et social, car la paix n'est pas seulement l'absence de guerre mais une valeur proprement positive. Diplomatie, développement, défense et désarmement doivent être combinés pour aboutir à la paix, de sorte que les opérations militaires soient perçues comme un instrument temporaire. Les meilleurs exemples en sont les interventions militaires en Irak, en Afghanistan et en Libye.

Le deuxième principe comprend à la fois le renforcement du lien armée-nation (notamment avec une armée reflétant la diversité de la société) et le renforcement du rôle du Parlement en matière de politique de défense. Les parlementaires ont en effet la légitimité pour définir les moyens à allouer à la politique de défense en conciliant la nécessaire vision de long terme avec les exigences du court terme et en prenant en



compte les besoins des autres politiques publiques. Le Parlement contrôle la mise en œuvre de la politique de défense, ce qui suppose qu'il soit correctement informé et qu'il dispose des ressources humaines et financières nécessaires, notamment pour recourir à l'expertise lorsque cela lui permet de mieux comprendre et questionner les propositions de l'exécutif. A cet égard, il conviendrait peut-être de s'interroger sur la légitimité des interventions militaires au nom du "droit à protéger" des populations opprimées, dont l'opération Harmattan est, pour la France, l'archétype. S'interroger également sur la consultation du Parlement réduite à un seul vote après la décision de lancer une offensive qui ensuite n'est plus consulté si l'intervention se pérennise.

Enfin, le troisième principe signifie que la paix est une œuvre collective, réalisable que si les États agissent de concert les uns avec les autres, en particulier dans le cadre multilatéral de l'ONU. A l'heure où le multilatéralisme est ébranlé – en témoignent les quatre années de présidence de Donald Trump, le retrait unilatéral des États-Unis d'Afghanistan décidé par l'administration Biden ainsi que la contestation de l'ordre international par la Chine et la Russie qui promeuvent un ordre international alternatif –, il est particulièrement important de rappeler ce point.

Seule l'Union européenne (UE) défend encore avec vigueur le multilatéralisme et elle est par ailleurs la mieux placée pour promouvoir la paix puisqu'elle est elle-même issue de la volonté de mettre fin à la guerre sur le sol européen. Les initiatives se multiplient – politique de sécurité et de défense commune (PSDC), coopération structurée permanente (CSP), Initiative européenne d'intervention (IEI), Fonds européen de la défense (FED), projet de Système de Combat Aérien du Futur (SCAF) impliquant la France, l'Allemagne et l'Espagne –, prouvant que l'UE peut être un acteur géopolitique crédible lorsqu'elle se mobilise. La défense européenne ne doit pas être conçue comme un substitut à la politique de défense assurée dans le cadre de l'OTAN mais, au contraire – en complément de cette politique – comme un amplificateur de sécurité et comme un moyen de promouvoir la paix dans le monde. Cela exige toutefois de maintenir un dialogue avec nos voisins immédiats, en particulier la Turquie et la Russie, même si ce sont des partenaires difficiles. Il devient urgent que les Européens développent une vision commune de la défense, cohérente et crédible tout en prenant en compte les préoccupations de chacun et qu'elle mène une politique de manière de plus en plus autonome en équipant ses armées de manière à pouvoir exercer cette responsabilité. Cela requiert des investissements dans ses capacités de défense et surtout dans la recherche et



l'innovation. La paix est un point sur lequel nous pouvons tous nous accorder malgré nos différences, alors peut-être faut-il commencer par là.

J'en suis convaincue : la défense, dans une perspective progressiste, doit être envisagée comme un moyen d'assurer la paix dans le monde. L'Europe pourrait reprendre à son compte la promotion de la paix que Jean Jaurès considérait comme la vocation de la France : *« Le seul rôle social que la France puisse remplir dans le monde, le seul qui puisse donner à son action une valeur universelle et exalter les âmes françaises d'une émotion supérieure où vibreront la vie de la France et la vie de l'humanité, c'est d'aider, dans le monde, par la répudiation décidée et éclatante de toute pensée offensive et par une propagande d'arbitrage et d'équité, à l'avènement de la paix. »*